NOTE DETAILLEE

Le regard des Français, et notamment des classes moyennes, sur la fiscalité

Etude *Harris Interactive* pour *Marianne*

Enquête réalisée en ligne les 19 et 20 février 2013. Echantillon de 1 328 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

A la demande de *Marianne*, Harris Interactive a réalisé **une enquête auprès des Français concernant la politique fiscale mise en œuvre par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault** : estiment-ils que cette politique est juste ou non ? Si la répartition des impôts est jugée inéquitable, quelles sont les catégories de population les plus sollicitées selon les Français ? Les « classes moyennes », qu'elles soient définies objectivement ou subjectivement, ressentent-elles particulièrement une forme de pression fiscale ? Plus généralement, les Français ont-ils le sentiment que la politique menée par le gouvernement actuel améliore ou non leur situation ? Et rétrospectivement, quel regard portent-ils sur l'action déployée par le gouvernement précédent ?

Que retenir de cette enquête ?

- Deux Français sur trois (66%) estiment faire partie de ce que l'on appelle les « **classes moyennes** », ce sentiment étant paradoxalement particulièrement répandu parmi les personnes appartenant de fait[1] aux catégories supérieures (79%).

- Les Français estiment très majoritairement que les classes moyennes (74%) – bien davantage que les catégories aisées (20%) – sont les **principales contributrices de l'effort fiscal**. Au regard de leur

[1] Pour obtenir une définition aussi objective que possible des « classes moyennes », Harris Interactive s'est appuyé sur la catégorisation proposée par le CREDOC et l'Observatoire des Inégalités : les « classes moyennes » constituent la population intermédiaire entre les 20% les plus aisés (catégories supérieures) et les 30% les moins aisés (catégories populaires), en prenant en compte les revenus du foyer croisés par le nombre de personnes présentes au foyer. (http://www.inegalites.fr/spip.php?article1015)

©2013 Harris Interactive SAS. Tous droits réservés.

sentiment majoritaire d'appartenir eux-mêmes aux classes moyennes, ces Français expriment sans doute leur sensation d'être personnellement fortement sollicités en matière fiscale.

- Plus précisément, les Français estiment majoritairement (63%) **payer trop d'impôts par rapport aux personnes plus fortunées qu'eux-mêmes**, mais une minorité juge payer trop d'impôts par rapport aux personnes disposant de revenus inférieurs (40%) – à l'exception des sympathisants de Droite (52%), qui semblent juger insuffisante la contribution apportée par les personnes plus modestes qu'eux.

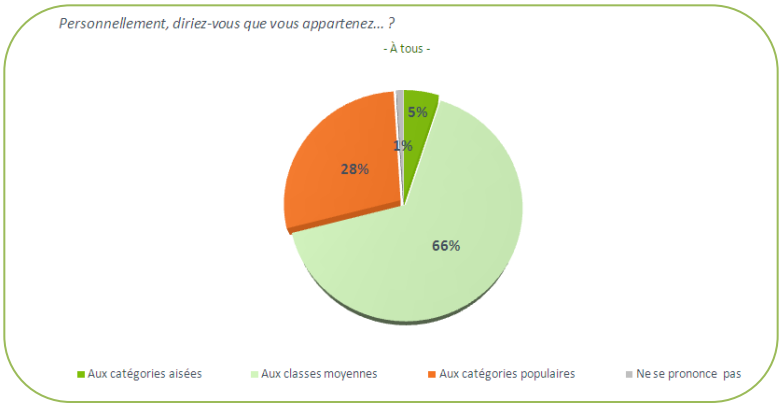
- Au global, plus de huit Français sur dix (83%) jugent la politique fiscale actuelle **inéquitable**, principalement parce qu'ils estiment que les personnes disposant de revenus plus faibles paient trop d'impôts par rapport aux personnes disposant de revenus plus élevés (64%). Et 74% dénoncent une politique fiscale plutôt injuste pour les personnes comme eux (80% des classes moyennes).

- Plus généralement, les Français portent un **regard critique à l'égard de la politique menée par François Hollande et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault**, dont 70% jugent qu'elle a dégradé leur situation, entraînant une défiance prononcée à l'égard du couple exécutif actuel, qui suscite déception (32%) voire révolte (38%) – quand le quinquennat de Nicolas Sarkozy est jugé, rétrospectivement, de façon sensiblement moins négative.

Dans le détail :

Deux Français sur trois estiment faire partie de ce que l'on appelle les « classes moyennes », ce sentiment étant particulièrement répandu parmi les personnes appartenant de fait aux catégories supérieures

Spontanément, **deux Français sur trois (66%) estiment faire partie de ce que l'on nomme les « classes moyennes »**, quand seulement 5% des Français jugent plutôt appartenir aux catégories aisées, et 28% aux catégories populaires. Ce sentiment subjectif entre **en décalage avec diverses définitions objectives** des classes sociales qui composent la population française : en effet, le CREDOC et l'Observatoire des Inégalités estiment ainsi que les « catégories supérieures » sont constituées des 20% de Français disposant des revenus les plus élevés (en prenant en compte la composition de leur foyer), quand les « catégories populaires » sont constituées des 30% les moins fortunés, les « classes moyennes » constituant la population intermédiaire entre ces 20% plus aisés et les 30% les moins aisés.



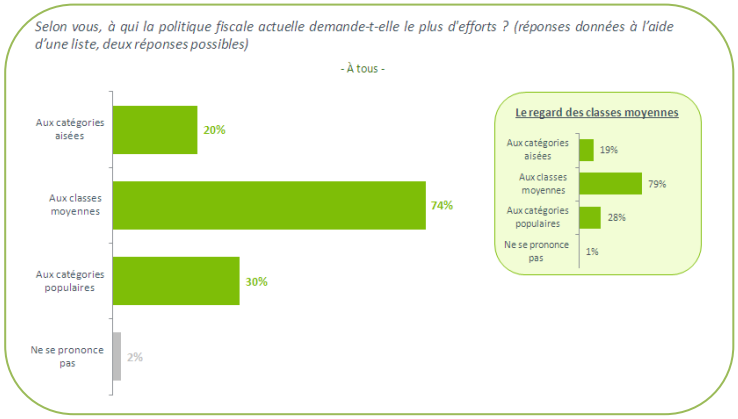
Si l'on retient la définition utilisée par le CREDOC et l'Observatoire des Inégalités, **les Français disposant objectivement des revenus les plus élevés (catégories supérieures) considèrent néanmoins, dans leur très large majorité, faire partie des « classes moyennes »** : 79% d'entre eux jugent en effet incarner cette catégorie sociale, en dépit d'un niveau de revenus nettement supérieur à la moyenne, quand seuls 13% des plus aisés se situent d'eux-mêmes dans leur catégorie objective.

Les personnes qui correspondent de fait à la définition académique des « classes moyennes » sont paradoxalement un peu moins nombreuses à considérer qu'elles en font partie : 72% s'identifient aux « classes moyennes », quand 25% estiment plutôt faire partie des « catégories populaires ». **Ainsi, même si de façon beaucoup moins prononcée que les catégories supérieures, les personnes faisant objectivement partie des classes moyennes ont également tendance à sous-évaluer leur propre situation sociale**.

Enfin, parmi le tiers de Français aux revenus les plus modestes qui entrent dans la définition des « catégories populaires », près de 42% jugent qu'ils font partie des « classes moyennes », quand une courte majorité d'entre eux (53%) considère effectivement appartenir aux catégories populaires. Ainsi, **le terme de « classes moyennes » semble constituer une identité attractive tant pour les catégories supérieures que pour les catégories populaires : une proportion significative de celles-ci déclarent en effet faire partie des « classes moyennes » en dépit de ressources sensiblement éloignées du revenu médian français**.

Les Français estiment très majoritairement que les classes moyennes – bien davantage que les catégories supérieures – sont les principales contributrices de l'effort fiscal ; au regard de leur sentiment d'appartenir eux-mêmes majoritairement aux classes moyennes, ces Français expriment sans doute leur sensation d'être personnellement fortement sollicités en matière fiscale

Interrogés sur la ou les catégories sociales qu'ils jugent les plus sollicitées par la politique fiscale actuelle, **les Français jugent très majoritairement que les classes moyennes se voient demander particulièrement d'efforts : trois Français sur quatre (74%) partagent cet avis**, quand 30% des personnes interrogées jugent que les catégories populaires sont les plus sollicitées, pour 20% citant les catégories aisées comme les principales contributrices à l'effort fiscal. En soulignant l'effort important demandé aux classes moyennes, **les personnes interrogées mettent sans doute en avant leur propre sentiment de fortement contribuer en matière fiscale** : on l'a vu, deux Français sur trois se reconnaissent dans cette appellation de « classes moyennes ». Soulignons que **l'idée d'une fiscalité excessive à l'égard des personnes les plus riches – qui a alimenté les débats occasionnés par le départ de Gérard Depardieu en Belgique puis son acquisition d'un passeport russe[2] – ne semble plus prégnante aujourd'hui aux yeux des Français** : seuls 20% des personnes interrogées estiment que les catégories aisées sont les plus sollicitées en



[2] Sondage Harris Interactive pour VSD, réalisé par Internet les 17 et 18 décembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1054 individus âgés de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

matière d'effort fiscal. Notons que ce constat est partagé par l'ensemble de la population, même si les sympathisants de Droite sont légèrement plus sensibles à l'effort des catégories aisées (28%).

Plus précisément, les Français estiment majoritairement payer trop d'impôts par rapport aux personnes plus fortunées qu'eux-mêmes, mais ils ne jugent pas en payer trop lorsqu'ils se comparent aux personnes disposant de revenus inférieurs, à l'exception des sympathisants de Droite

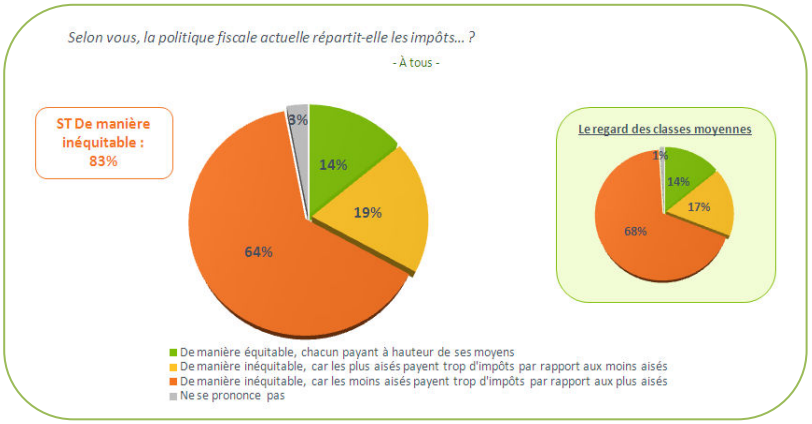
Près de deux Français sur trois (63%) estiment payer trop d'impôts par rapport aux personnes disposant de plus de revenus qu'eux, contre seulement 34% ne partageant pas ce sentiment. **Les Français ont ainsi le sentiment que les personnes les plus aisées ne sont pas suffisamment sollicitées fiscalement, aux dépends de catégories de population intermédiaires** – auxquelles ils s'identifient fortement. Notons que ce sentiment est particulièrement partagé par les personnes appartenant à la définition objective des « classes moyennes » (67%), tandis qu'il est moins répandu parmi les personnes issues des catégories populaires (54%), ce qui s'explique sans doute par le fait que les personnes disposant des revenus les plus faibles peuvent par exemple ne pas être imposable sur leurs revenus, réduisant ainsi leur sentiment de « trop » participer à l'effort fiscal national.

A l'inverse, seuls quatre Français sur dix (40%) estiment payer trop d'impôts au regard de la contribution de personnes disposant de revenus inférieurs, quand 57% affirment au contraire « je ne paie pas trop d'impôts par rapport aux personnes qui ont moins de revenus que moi ». **Les Français sont donc minoritaires à pointer du doigt une contribution insuffisante des personnes ayant des revenus inférieurs aux leurs**. Les Français estimant le plus que les personnes moins fortunées qu'eux devraient contribuer davantage ne sont pas les représentants objectifs des catégories supérieures (42%), mais les personnes faisant partie des classes intermédiaires (44%).

Soulignons toutefois que cette question suscite un fort clivage politique : en effet, **les sympathisants de Droite et d'extrême-Droite jugent majoritairement leur participation fiscale excessive au regard de celle apportée par des personnes plus modestes** (respectivement 52% et 53% expriment ce jugement), quand les sympathisants de Gauche sont sensiblement moins nombreux à exprimer une insatisfaction à la matière (seulement 24%).

Au global, plus de huit Français sur dix jugent la politique fiscale actuelle inéquitable, principalement parce qu'ils estiment que les personnes disposant de revenus plus faibles paient trop d'impôts par rapport aux personnes disposant de revenus plus élevés

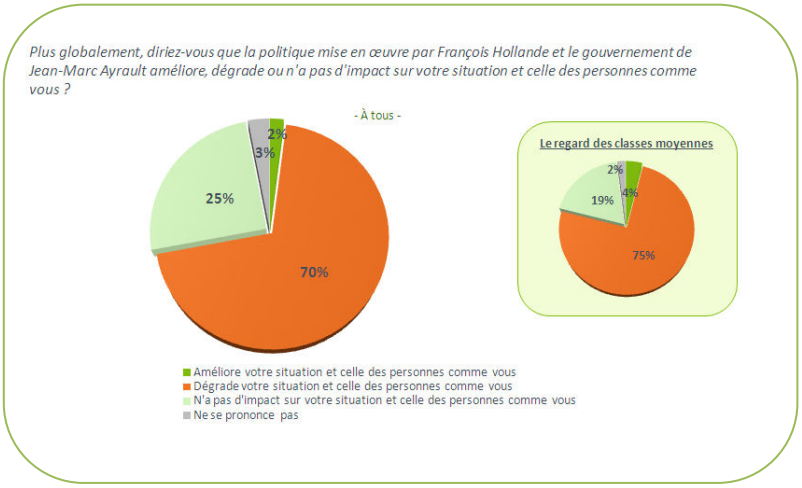
Au global, **plus de huit Français sur dix ont le sentiment que la politique fiscale actuelle est inéquitable, principalement parce qu'ils estiment que les personnes disposant de revenus plus faibles paient trop d'impôts par rapport aux personnes disposant de revenus plus élevés (64%)**. L'idée que les personnes les plus fortunées paient globalement trop d'impôts par rapport aux personnes les moins fortunées reste très largement minoritaire (19%) : elle est à nouveau davantage partagée par les sympathisants de Droite (40%), mais moins présente parmi les sympathisants du Front National (19%) ou les personnes sans préférence partisane (15%) et elle est marginale parmi les sympathisants de Gauche (6%). Enfin, **seuls 14% des Français estiment que la politique fiscale actuelle est équitable**, signe que ce sujet suscite de nombreuses revendications au sein de la population, **y compris parmi les Français ayant voté pour François Hollande au premier tour de la dernière élection présidentielle** : seuls 18% d'entre eux jugent la politique fiscale équitable, 75% estimant au contraire qu'elle fait trop contribuer les personnes aux revenus faibles par rapport aux personnes les plus aisées.



Notons que **74% considèrent que la politique fiscale actuelle est même plutôt injuste pour les personnes comme eux** contre 24% la décrivant comme juste. Chez les classes moyennes, ce sentiment d'injustice concerne huit personnes sur dix. A l'inverse, ce sentiment est un peu moins répandu parmi les jeunes, les catégories supérieures et les personnes seules. Cette question révèle **un rapport personnel aux impôts différents selon la sympathie partisane** : ainsi, si les sympathisants de Gauche jugent globalement la répartition des impôts inéquitables, ils ont beaucoup moins le sentiment que les sympathisants de Droite qu'elle est injuste envers eux (54% contre 84% à Droite).

Plus généralement, les Français portent un regard très critique à l'égard de la politique menée par François Hollande, 70% jugeant qu'elle a dégradé leur situation, ce qui entraîne une défiance prononcée à l'égard du couple exécutif actuel – quand le quinquennat de Nicolas Sarkozy est jugé, rétrospectivement, de façon moins négative

A titre personnel, les Français portent un **regard très largement négatif sur le président de la République François et la politique qu'il met en œuvre avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault**. Ainsi, seuls 2% des personnes interrogées estiment que cette politique améliore leur situation personnelle et celle des personnes se trouvant dans des situations comparables, quand **sept Français sur dix jugent au contraire que la politique mise en œuvre par l'exécutif dégrade leur situation** – pour 25% estimant qu'elle n'a pas d'impact particulier. Y compris parmi les électeurs de François Hollande au premier tour de la dernière élection présidentielle, seuls 2% identifient une amélioration, contre 51% une dégradation et 45% une absence de changement. Les jugements sont quasi unanimement négatifs parmi les sympathisants de Droite et d'extrême-Droite (près de 90% identifiant une dégradation). Notons enfin que **les personnes appartenant objectivement aux classes moyennes se montrent particulièrement critiques, puisque 75% d'entre elles estiment que leur situation se dégrade sous l'effet de la politique gouvernementale**.



En conséquence, une nette majorité de Français se déclarent déçus (32%) voire révoltés (38%) quand ils pensent à la politique menée par le couple exécutif depuis la dernière élection présidentielle, pour seulement 16% affirmant être confiants (et seulement 1% « enthousiastes »), quand 13% se déclarent indifférents. Les électeurs de François Hollande se montrent eux-mêmes très partagés : s'ils sont davantage « confiants » (46%), ils ne sont pas pour autant « enthousiastes » (seulement 1%), et se déclarent également un peu plus déçus que la moyenne (36%), même s'ils ne se disent pas « révoltés » (2%).

Ce regard très critique à l'égard de la politique menée par François Hollande et Jean-Marc Ayrault participe sans doute, **par contraste, à un bilan plus positif de la politique menée par Nicolas Sarkozy et François Fillon entre 2007 et 2012**. Dans un regard rétrospectif sur le quinquennat de l'ancien chef de l'Etat, les Français sont moins

nombreux que pour François Hollande à juger que cela a dégradé leur situation personnelle (47% contre 70% pour la politique actuelle) sans pour autant faire part majoritairement d'une amélioration (16%). Rétrospectivement, les Français estiment qu'ils avaient une opinion moins négative à l'égard de Nicolas Sarkozy qu'à l'égard de François Hollande aujourd'hui (34% indiquant qu'ils se sentaient « confiants »), même si une courte majorité déclare toutefois qu'elle s'était sentie déçue (19%) voire révoltée (33%) lors de ce dernier quinquennat. Les électeurs de Nicolas Sarkozy de 2007 indiquent même à hauteur de 69% avoir été confiants au sujet de sa politique, pour seulement 16% déçus et 2% révoltés.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6ème rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy –Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr